

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Pour un dispositif PEC préservé et renforcé...

Monsieur le Président de la République,

L'Union Régionale UNSA Territoriaux Réunion souhaite attirer votre attention sur les conséquences de l'arrêté préfectoral n°2813 du 31 décembre 2024, qui applique à La Réunion la réduction nationale du nombre de contrats Parcours Emploi Compétences (PEC) ainsi que de leur financement. Cette décision a suscité de profondes inquiétudes au sein de notre territoire et appelle, selon nous, à une réflexion urgente.

Le dispositif PEC joue un rôle essentiel dans l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi ou confrontées à des difficultés sociales et professionnelles. Nous sommes convaincus qu'il doit non seulement être préservé, mais également renforcé, afin de répondre pleinement à sa mission d'insertion.

Cependant, plusieurs points méritent d'être soulignés :

- 1. Un manque de perspectives d'intégration durable**
À ce jour, il n'existe pas de politique cohérente permettant aux bénéficiaires de PEC d'accéder à des emplois stables, que ce soit dans la fonction publique, les collectivités locales ou le secteur privé. Trop souvent, ces contrats sont renouvelés sans offrir de véritables perspectives d'évolution, maintenant ainsi de nombreux salariés dans la précarité et sans garanties solides quant à leurs droits et conditions de travail.
- 2. Un tremplin vers l'emploi qui reste trop théorique**
La promesse d'insertion professionnelle portée par le PEC demeure, dans la réalité, largement insuffisante. Les dispositifs de formation sont fréquemment négligés et l'accompagnement personnalisé fait défaut, limitant considérablement les chances de véritable réinsertion.
- 3. Le risque d'instrumentalisation du dispositif**
Nous souhaitons également souligner que les contrats PEC peuvent parfois être détournés de leur objectif initial et utilisés à des fins politiques, notamment en période électorale. De nombreux bénéficiaires nous font part de leurs difficultés et de leur sentiment de fragilité dans ce contexte. Il appartient à l'État de veiller à ce que ces dérives soient évitées.
- 4. Un enjeu social majeur pour La Réunion : l'avenir de l'emploi public territorial**
Avec un taux de chômage avoisinant 17 % et un vieillissement marqué de la population active dans la fonction publique territoriale, il est impératif d'offrir de véritables perspectives professionnelles aux publics les plus fragilisés. Nous demandons l'ouverture de discussions entre les décideurs et les partenaires sociaux afin de réfléchir collectivement à l'avenir de l'emploi public à La Réunion.

Face à ces constats, nous appelons à une réévaluation du dispositif PEC pour en faire un véritable tremplin vers l'emploi durable, en renforçant la qualité des formations, l'accompagnement et l'intégration dans des emplois stables.

Nous restons à votre disposition pour tout échange sur ce sujet et appelons de nos vœux un dialogue constructif afin de préserver ces emplois et de redonner de réelles perspectives professionnelles aux Réunionnais, notamment dans la fonction publique territoriale.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Patrick JAYME
Secrétaire Général UNSA Territoriaux Réunion
Tél : 0692 35 81 16
Courriel : unsamsd@hotmail.fr

Date : 16/04/2025